



APRM
African Peer Review
Mechanism



3^e

Forum africain de haut niveau sur

la Coopération Sud-Sud et la Coopération Triangulaire pour le Développement Durable

**Le rôle du Sud global dans la refonte du nouvel
ordre international**

7 - 9 mai 2025

**FREETOWN (SIERRA LEONE) LIEU : CENTRE
INTERNATIONAL DE CONFÉRENCES (ICC)**

Note de synthèse



AFRICA HIGH-LEVEL FORUM

on South-South and Triangular Cooperation (SSTrC) for Sustainable Development 2023

APRM Wifi Password:
conference2023



Contexte et justification

Le développement durable en Afrique et dans les pays du Sud dépend de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Le contexte mondial et régional de la coopération Sud-Sud et triangulaire n'a cessé d'évoluer et de s'étendre au cours des cinq dernières décennies, avec l'apparition de plusieurs nouveaux partenaires de développement, tels que la Chine, le Japon, le Brésil, les pays du Golfe et du Moyen-Orient.

Cette évolution est liée à la transformation géopolitique du Sud global, qui a entraîné la création de plusieurs institutions financières et blocs économiques, dont les BRICS, la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement, la Nouvelle banque de développement et les institutions de financement arabes, dont la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique. Ces institutions financières, en conjonction avec les institutions de Brentwood, ont apporté des contributions substantielles à l'expansion économique et au progrès social du Sud global. En outre, elles ont confirmé les principes fondamentaux de solidarité et de non-alignement, qui ont été à la base de la coopération Sud-Sud depuis sa création dans les années 1950.

À la suite de l'adoption par les Nations Unies des objectifs de développement durable (ODD) en 2015, l'importance de la coopération triangulaire et de la coopération Sud-Sud dans le contexte du développement socio-économique s'est accrue. Cette méthode, qui permet de tirer parti des capacités humaines et financières du Sud, a été mise en exergue dans plusieurs décisions et documents finaux, notamment le Plan d'action de Buenos Aires (1978), la Déclaration de Doha (2005) et le Document final de Nairobi (2009). Le document final de la deuxième conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (BAPA+40) a souligné la nature essentiel de l'amélioration de la planification nationale, de la mobilisation des ressources et du partage d'expériences pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies et la vision de l'Afrique en matière d'intégration – l'Agenda 2063 – par le biais de programmes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire (UNOSSC, 2019).



Les pays africains ont fait des progrès considérables dans la promotion de la coopération triangulaire et Sud-Sud dans le cadre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 (l'Afrique que nous voulons). Au cours des deux dernières décennies, plusieurs pays africains, tels que l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, le Rwanda, la Tunisie et l'Afrique du Sud, ont mis en place des mécanismes nationaux pour promouvoir la CSS.

En 2023, la République de l'Ouganda, assurant la présidence du Mouvement des non-alignés et membre important du Comité de haut niveau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, a été le fer de lance d'initiatives continentales visant à accroître la disponibilité des ressources financières et humaines dans le but de faciliter le transfert de technologies, le partage de connaissances, le développement des capacités techniques et la mise en œuvre conjointe de projets socioéconomiques sur l'ensemble du continent.

La stratégie du système des Nations Unies sur la CSST pour le développement durable (2020-2024) a souligné la nécessité d'améliorer les approches systématiques et cohérentes des politiques, programmes et partenariats des Nations Unies en faveur de la CSST dans les États membres, en mettant particulièrement l'accent sur les pays africains.

Dans le même ordre d'idées, l'Agenda 2063, le plan directeur de l'Afrique pour l'intégration économique et politique, a voulu optimiser la mobilisation des ressources pour réaliser les programmes et aspirations phares de ce programme, notamment l'aspiration 1 (prospérité économique), l'aspiration 3 (bonne gouvernance), l'aspiration 4 (paix) et l'aspiration 6 (autonomisation des femmes et des jeunes). En outre, l'Agenda 2063 vise à renforcer la position systémique de l'Afrique à l'échelle mondiale. Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), principal organe d'évaluation par les pairs de l'Union africaine, est un outil unique de promotion de la gouvernance dans le contexte du Sud global. En collaboration avec la Banque islamique de développement (BIsD), l'USAID, le Fonds saoudien de développement, la GIZ et d'autres partenaires, le MAEP a organisé avec succès le Forum africain de haut niveau sur la coopération Sud-Sud et triangulaire depuis 2021 afin d'offrir une plateforme institutionnelle pour la promotion de la C en Afrique.

Le Forum de haut niveau sur la CSST réunit des décideurs politiques, des experts de haut niveau, ainsi que des jeunes et des ONG, afin de sensibiliser les Africains à la situation de la coopération Sud-Sud et triangulaire en Afrique et de leur permettre de mieux la comprendre. Les défis, les leçons apprises et les avantages comparatifs de la CSST dans les pays africains et au-delà sont partagés. En outre, le forum offre une plateforme à la jeunesse africaine pour partager les initiatives locales visant à réaliser les ODD, en mettant un accent sur les ODD 1 et 2, 4, 5, 13, 16 et 17. Il vise également à mobiliser des ressources pour les initiatives les plus significatives.

Figure1 Moonshots de l'Agenda 2063



Le Forum vise à évaluer en permanence la mise en œuvre du document final du BAPA+40 et des dispositions institutionnelles relatives à la CSST en Afrique. En outre, il constitue une plateforme cohérente et inclusive de partage de bonnes pratiques et des expériences en matière de renforcement des capacités institutionnelles des pays africains et des écosystèmes nationaux, à travers une série d'études de cas couvrant différentes dimensions thématiques et questions, y compris l'industrialisation, la résilience économique, la sécurité alimentaire et le rôle des acteurs non étatiques dans la promotion de la CSS. Le rôle des partenaires de l'Afrique en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine et leurs initiatives de développement actuelles pour promouvoir le continent sont également soulignés.

Le deuxième Forum africain de haut niveau sur la coopération Sud-Sud et triangulaire a été organisé à Kampala (Ouganda) du 15 au 17 janvier 2023, sous les auspices du Président de l'Ouganda, S.E. Yoweri Kaguta Museveni, en collaboration avec la Banque islamique de développement (BIsD) et le PNUD. La Déclaration final du forum a réitéré la nécessité de renforcer les écosystèmes nationaux de CSST en Afrique, en encourageant l'industrialisation, la technologie et la science, afin d'améliorer le développement de l'Afrique et d'encourager le MAEP à promouvoir la gouvernance inclusive et participative, le leadership transformationnel, la transparence et la responsabilité, en stimulant le programme de coopération Sud-Sud et triangulaire (voir les éléments clés de la Déclaration final du forum sur la CSST de 2023 - p.5)

Le Pacte pour l'avenir, qui a été approuvé lors du Sommet de l'avenir, en marge de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, les 22 et 23 septembre 2024, a confirmé que les pays devaient « renforcer la coopération Nord-Sud, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, tout en tenant compte des différentes situations nationales, afin de renforcer les capacités et d'améliorer l'accès à la science, à la technologie et à l'innovation, et d'accroître les ressources pour la mise en œuvre d'initiatives techniques et scientifiques » (Pacte pour l'avenir, p. 22).

Le Pacte souligne également qu'il faut « encourager la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire, notamment entre les universités, les instituts de recherche et le secteur privé, afin d'accélérer le développement des connaissances numériques et l'accès aux capacités de recherche (ODD 17) ; promouvoir la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire pour soutenir le développement d'ensembles de données représentatives de haute qualité, de ressources informatiques abordables, de solutions locales reflétant la diversité linguistique et culturelle et d'écosystèmes entrepreneuriaux dans les pays en développement (ODD 4 - éducation, 9 - infrastructure, industrialisation et innovation, 10 - réduction des inégalités de revenus et 17 - partenariats) ».



Troisième forum africain de haut niveau sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour le développement durable

Forum des chefs d'État et de gouvernement du MAEP, en 2023, a accueilli avec beaucoup de satisfaction les efforts du MAEP pour renforcer la coopération Sud-Sud et triangulaire en Afrique et a pris note de la demande de la République de Sierra Leone d'accueillir le troisième Forum africain de haut niveau sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire à Freetown (Sierra Leone). La République de Sierra Leone a généreusement confirmé qu'elle serait l'hôte officiel du forum qui se tiendra à Freetown du 7 au 9 mai 2025.

Exposition sur la jeunesse de l'Agenda 2063

L'engagement des acteurs non étatiques, des jeunes et des Africains de la diaspora dans la promotion d'une gouvernance inclusive et participative dans le Sud et en Afrique.

Objectifs du Forum

La troisième édition du Forum africain de haut niveau sur la CSST se tiendra à un moment critique marqué par des mutations à l'échelle mondiale et continentale. Le forum vise à aborder les questions suivantes :

- Importance de la CSTSR dans la promotion du deuxième Plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 dans le contexte de transformation mondiale et continentale actuelle (G20, BRICs, etc.)
- Évaluation de la transformation actuelle de l'architecture financière mondiale et de son impact sur les progrès de l'Afrique, y compris la création d'une agence africaine de notation de crédit, le financement mixte et les partenariats public-privé.
- Mise en œuvre du document final du BAPA+40 en Afrique par la mise en place de systèmes d'évaluation de la CSST au niveau des pays et contribution au mandat du MAEP de l'UA en matière de promotion de la bonne gouvernance.
- Renforcement des partenariats avec les pays du Sud pour relever les défis liés à la gouvernance, notamment en matière de sécurité alimentaire, d'éducation, d'industrialisation et de santé.
- Établissement d'une plateforme continentale pour les jeunes et les femmes afin de partager les initiatives nationales sur les ODD et la mise en œuvre de l'Agenda 2063.

Partenaires stratégiques

- Commission de l'UA
- AUDA-NEPAD
- Banque africaine de développement
- Banque islamique de développement
- Siège du Programme alimentaire mondial à Rome et bureau de l'UA à Addis)
- Fonds saoudien pour le développement
- Organisation de coopération du Sud (OSC)
- Centre du PNUD à Addis-Abeba
- ABC-Brésil
- JICA
- Inde
- Bureau de la GIZ auprès de l'Union africaine
- Agence marocaine de coopération internationale (AMCI)
- Agence tunisienne de coopération technique (ATCT)
- Rwanda Coopération Initiative (RCI)
- Communautés économiques régionales (CER)



Domaines thématiques du Forum

- La CSST pour des sociétés durables et résilientes en Afrique : transformation géopolitique et nouvel ordre financier mondial
- L'impact des BRICS sur le potentiel de l'Afrique en tant qu'acteur mondial influent
- Création d'un écosystème pour les pays du Sud (pays membres de la BIsD+)
- Résilience économique dans le cadre du Deuxième Plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 :
 - a. Rôle des BMD (NBD, BAD, BIsD, FSD)
 - b. Rôle des institutions des Nations Unies (PAM, PNUD, CEA, ONU-Habitat)

Contact Details

Mme Sara Hamouda, coordonnatrice du Forum, Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), Afrique du Sud, sara.hamouda@aprm-au.org

M. Adamou Mayaki, Banque islamique de développement (BIsD).



Recommandations du deuxième Forum africain de haut niveau sur la coopération sud-sud et la coopération triangulaire (Kampala) 15-17 janvier 2023

- Les États membres de l'UA doivent se servir de la CSST pour combler les lacunes financières de l'Agenda 2063, lutter contre les flux financiers illicites (IFF), l'inadéquation des compétences aux besoins du marché, la discrimination sexuelle et faire pression pour l'annulation de la dette comme stratégie de revitalisation des économies africaines après la reprise de la COVID-19.
- Il est nécessaire de poursuivre le plaidoyer pour convaincre les dirigeants des pays en développement que la coopération Sud-Sud devrait être une action à double sens pour que tous les acteurs en bénéficient.
- Le rôle de la diaspora est essentiel pour mobiliser les ressources nécessaires, en particulier le capital humain, et renforcer l'efficacité de nos efforts collectifs en vue d'une croissance et d'un développement durables sur l'ensemble du continent.
- Il est impératif d'investir dans le renforcement de la résilience et de la préparation aux chocs dans les pays du Sud par l'amélioration des politiques de gouvernance ; l'accès à l'information est nécessaire pour renforcer la confiance des pays dans les gouvernements et, par conséquent, stabiliser le continent.
- L'Afrique a plus que jamais besoin de devenir indépendante et auto-suffisante, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire, les besoins fondamentaux pour la survie humaine et la diversification de nos ressources énergétiques, compte tenu de la situation en Europe de l'Est.
- Il est nécessaire de nouer des relations avec divers partenaires et pays afin de positionner l'Afrique de manière stratégique dans le monde.
- La coopération triangulaire et la coopération Sud-Sud sont des leviers efficaces pour aider l'Afrique à poursuivre l'agenda 2063 en tant que pivot pour relever stratégiquement les défis actuels et ceux à venir.



- Il est essentiel de mettre en place un écosystème national de coopération Sud-Sud dans les pays du Sud afin de s'assurer que les pays s'approprient politiquement et dirigent la planification du développement, le financement et l'harmonisation des stratégies des partenaires au développement avec les priorités nationales.
- partenariat pour la mise en œuvre de l'écosystème de CSS en Afrique, en plus de la co-organisation annuelle du Forum et de mettre au point un programme de renforcement des capacités sur les politiques de CSS, tout en favorisant le partage d'expériences entre les pays africains en vue de la réalisation de l'Agenda 2063



- Il est urgent pour les États membres de l'UA de définir, en collaboration avec le secteur privé, la société civile et les partenaires de développement, une stratégie de coopération entre les États dans le cadre de la CSST, d'élaborer un accord commercial spécial pour la CSST, de maintenir et d'œuvrer en faveur de la paix et de la sécurité entre les pays, en particulier dans la région des Grands Lacs, d'élaborer des modalités de financement de la CSST et de mettre en place des cadres institutionnels de CSST sur les différents continents.
- La zone de libre-échange continentale africaine doit aider au renforcement des capacités des économies africaines et les pays africains sont invités à finaliser les protocoles et les cadres nécessaires permettant d'accélérer sa ratification.
- Il est nécessaire de développer la technologie et l'e-gouvernance dans les pays du Sud pour permettre l'accès à l'éducation, à la formation et au développement des compétences en Afrique.
- les groupes de réflexion et les groupes d'experts du Sud pour stimuler la numérisation et l'accès à l'information. Il est également important d'encourager les Africains de la diaspora et les centres œuvrant pour l'Afrique à collaborer pour soutenir ce changement de narratif.
- afin de prendre en compte les valeurs, le changement d'état d'esprit, le patriotisme et les compétences nécessaires au développement de la science, de la technologie et de l'innovation, ce qui permettra d'adapter les industries à la réalité locale et d'y ajouter de la valeur.
- Les pays africains doivent soutenir le MAEP dans l'exécution de ses mandats de base et élargi par une adhésion de tous au MAEP d'ici 2023, afin d'améliorer l'état de la gouvernance sur le continent assurer la mise en œuvre de principes et politiques pertinents pour un tel objectif, tels que la transparence, la responsabilité et le leadership transformationnel.



African Peer Review Mechanism
230 15th Road, Randjespark
Midrand, South Africa
Tel: +27 (011) 256 3401

www.aprm.au.int

